

Entre illusion et implosion ?

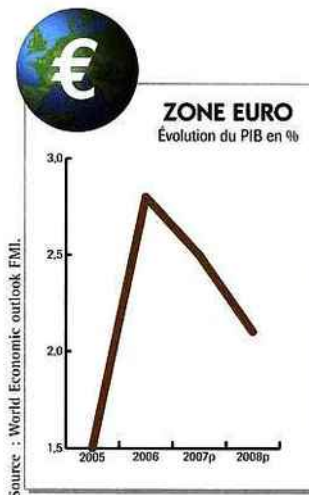
Avec l'élargissement de l'espace Schengen, qui regroupe 24 pays, 400 millions d'européens peuvent désormais voyager sans passeport à travers le vieux continent. Pour autant, et bien au-delà des questions d'intégration qui se posent du fait des différences de niveau de vie entre les anciens et les nouveaux membres, où en sommes-nous de l'approfondissement et de la consolidation du projet politique ?

Il s'est aussi développé sur une certaine haine de soi du fait de ce deuil jamais fait de tous ces génocides et de toutes ces défaites tragiques qui ont marqué cette période. Cela explique peut-être pourquoi il n'a jamais été possible de dépasser le stade de l'économie et cet échec flagrant du politique, surtout depuis le traité de Maastricht. Aujourd'hui le projet européen, malgré l'illusion de l'élargissement à de nouveaux pays, est sérieusement « en panne » et tout le monde ne fait que

s'agiter autour d'un « mini traité » qui prend l'allure d'une « peau de chagrin » ! Il faut avouer que les débats autour du projet de Constitution et les gesticulations pour arriver à la signature le 14 décembre du traité de Lisbonne ont bien révélé la vacuité dans lequel le système s'est progressivement refermé. De ce fait l'Europe vit beaucoup plus qu'une simple crise de confiance. Pour reprendre un propos de Pierre Manent¹, en reniant progressivement sa vocation première, celle qui porta pendant des siècles à la fois le « rêve grec » et « la promesse chrétienne », l'Europe a perdu progressivement ses racines et son âme : elle vit désormais une crise de fondements.

Notre prospérité et notre sécurité sont brutalement remises en cause

Le paysage stratégique est de plus en plus marqué par une démographie sinistrée, une immigration considérable pour compenser l'absence de jeunesse et un hédonisme pathétique de populations vieillissantes attachées à leurs avantages acquis. Sur le plan



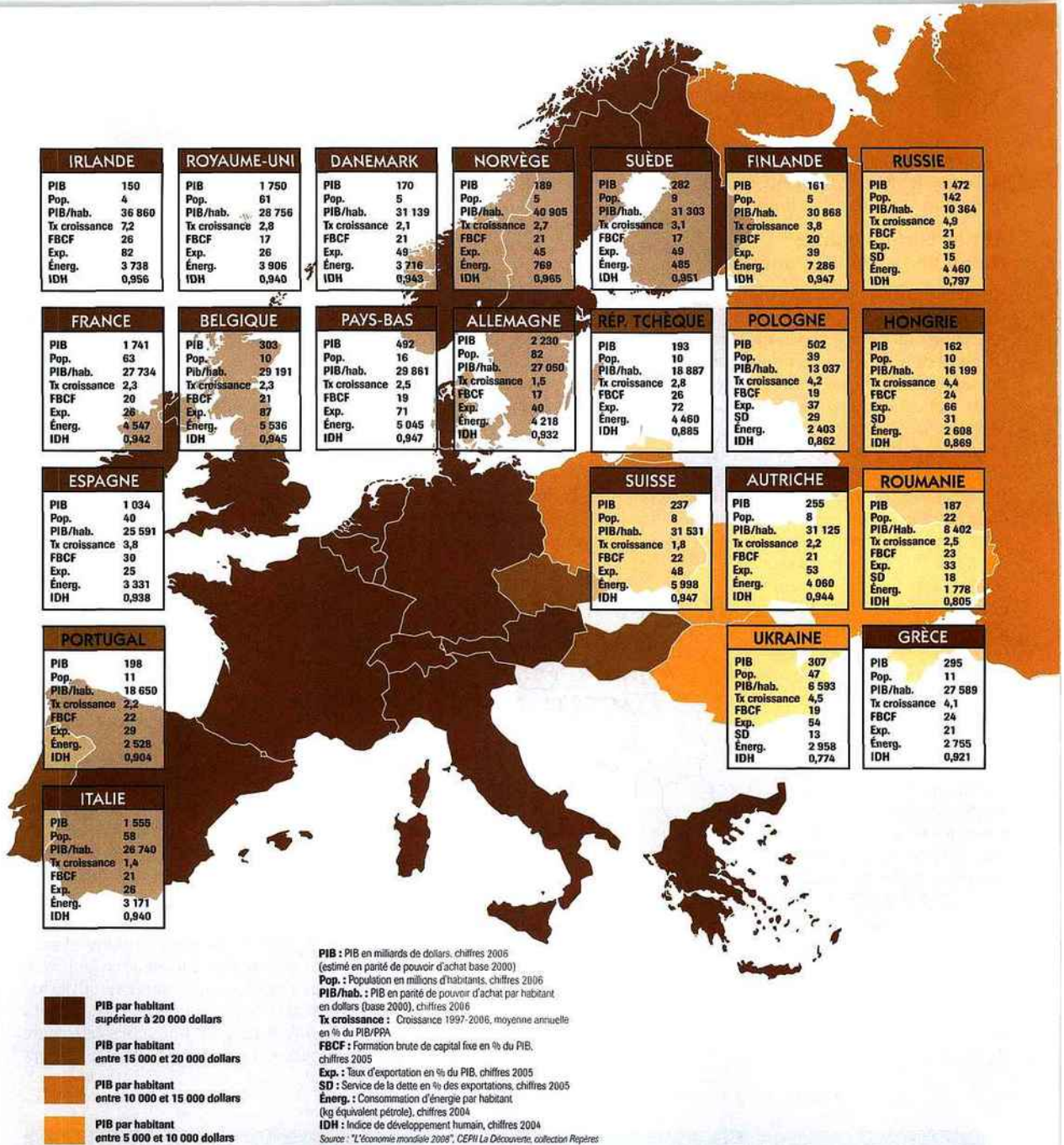
conjoncturel tous les fondamentaux sont atteints par des mouvements de fond sur lesquels nous n'avons pas de prise : qu'il s'agisse de l'effondrement durable du dollar pour permettre aux Américains de tenir la bataille engagée avec la Chine sur les rives du Pacifique, de la hausse elle aussi durable des matières premières fossiles, minérales et agricoles, des effets collatéraux insoupçonnés de la crise du *sub-prime* sur l'ensemble de notre système financier et

bancaire. Notre prospérité et notre sécurité sont remises en cause brutalement un peu partout sans que nous puissions réellement réagir. Cela se traduit par des diktats à l'Est du nouveau tsar Poutine sur les prix de l'énergie, à l'Ouest par l'imprimatur de la FED sur les marchés financiers, au Sud par la haine des populations arabo-africaines à la moindre défaillance de nos dispositifs humanitaires ou militaro-diplomatiques et au Nord par l'excitation des écologistes autour de la menace de réchauffement climatique sur le Groenland... Au milieu de tout cela nous avons le summum de l'aberration avec l'implosion de la Belgique.

Depuis plus de six mois ce pays vit sans gouvernement et s'enfonce dans un chaos politique indescriptible. N'oublions pas qu'au centre des querelles identitaires qui agitent les communautés flamandes et wallonnes nous avons les quartiers généraux de deux organisations très sensibles, à savoir celui de l'Union européenne avec ses commissions à Bruxelles et celui de l'Otan avec le Shape (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) à Mons... Pourtant, il y a un

400 millions

Au sein de l'espace Schengen, 400 millions d'Européens circulent désormais librement



an, tout le monde a bien ri à la diffusion, sur la télévision belge de « *bye-bye Belgium* », canular sur la scission du pays. La réalité a, depuis, rattrapé la fiction. Aujourd'hui nous assistons à des scènes impensables avec une prise de force du pouvoir un peu partout par des Flamands qui vont jusqu'à interdire aux Wallons de pratiquer le français. D'un côté on voit le dévelop-

pement de ghettos et de l'autre la constitution de simili colonies. Il n'y a plus qu'à dresser un mur entre les populations... Du coup des dirigeants se prononcent pour une séparation de fait des deux régions. Mais personne n'y croit vraiment, à commencer par les experts qui partent du principe que les Belges finiront bien par trouver un « compromis » autour du Roi. Les mêmes

1) Lors du séminaire de l'Institut Thomas More (28/ 11/ 2007) « Identité et cultures européennes : le moment critique » avec Pierre Manent : « La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe » (Gallimard 2006) et Jean-François Mattei : « Le regard vide. Essai sur l'épuisement de la culture européenne » (Flammarion 2007)

s'étaient déjà trompés sur l'avenir de la Yougoslavie après la mort de Tito. Ils devraient relire « Ubu Roi » !

Mittle-Europa contre Union de la Méditerranée ?

Au-delà des risques de partitions territoriales, nous ne pouvons pas être insensibles aux remises en cause, dans un autre ordre d'idée, des programmes qui servent de socle au projet européen. Il est clair que la chancelière Angela Merkel a décidé de faire une OPA sur les grands postes budgétaires européens et d'en réorienter l'affectation. Il suffit de suivre les impulsions qu'elle a données à certains agendas au cours de sa présidence ; qu'il s'agisse de l'avenir de la PAC, des dossiers industriels, de la relation euro-africaine. Il faut bien avouer qu'ils sont très coûteux pour les Allemands et qu'ils ne répondent absolument plus à leurs impératifs. Depuis dix ans, nos voisins allemands ne cessent de se donner les moyens de faire face aux enjeux du nouveau millénaire, tant en termes de compétitivité - avec la montée en puissance de l'Asie - que de sécurité, surtout avec l'arrivée d'un nouveau tsar particulièrement ambitieux à l'Est. Aujourd'hui l'ambition de l'Allemagne est de consolider ce Mittle-Europa qui constitue son espace vital et stratégique. Elle le fera en brisant le couple franco-allemand si la France ne comprend pas qu'elle doit se mettre au diapason en réglant son problème de déficit public, d'endettement... Et

en revoyant ses prétentions sur un certain nombre de dossiers stratégiques, comme la gouvernance d'EADS, Airbus, le nucléaire, les dossiers militaires... Nous sommes en effet loin de ce temps où Metternich disait « *Quand Paris s'enrhume l'Europe prend froid !* ». Certes les Français ont dans ce jeu de poker des cartes qu'ils jouent avec brio et sans scrupule pour contrebalancer les nouvelles prétentions du « Saint empire germanique ». Lorsqu'ils annoncent sur le flanc sud de l'Europe la création d'une Union de la Méditerranée, ils s'imposent politiquement en tentant de récupérer ainsi une partie du pactole. Après tout, ils font comme les Allemands dans les Balkans au

Nous sommes loin de ce temps où Metternich disait : « quand Paris s'enrhume l'Europe prend froid ! »

moment de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par la communauté internationale, ils manœuvrent et demandent la permission après. Comme le disent les Anglais avec beaucoup d'amusement « *Game is over !* ». La seule question que l'on pourrait être en droit de se poser est de savoir si ces nouvelles alliances sont bien en accord avec l'identité européenne. Autant il peut être facile aux Allemands de revendiquer l'appartenance européenne des Peco (pays d'Europe centrale et orientale) de par leurs racines chrétiennes,

autant il va être plus difficile aux Français de justifier le rapprochement politique et interculturel avec les pays du Maghreb et encore plus avec ceux de la Méditerranée orientale. En l'occurrence, si sur le centre Europe la culture dominante des peuples concernés est bien celle de la Germanie chrétienne et industrielle, il faut être conscient que celle qui émerge sur les rivages de la Méditerranée est celle d'un islam en crise avec une démographie galopante. Et qu'elle porte en germe une arme qui, au travers des migrations Sud Nord que nous n'arrivons plus à endiguer, dépasse largement l'économique.

Entre le recentrage allemand et l'agitation française il y a comme toujours dans l'histoire européenne les deux jokers que constituent la politique britannique et la stratégie russe. L'Anglais est un maître en termes de duplicité et le Russe un seigneur en termes de combinaisons ! Les deux ont toujours été redoutables sur le plan géostratégique. Ils bénéficient en plus depuis cinq ans de grandes liquidités, les premiers parce qu'ils savent plus que quiconque en Europe capter la valeur ajoutée des marchés financiers, les seconds parce qu'ils bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle avec leur économie pétrolière et surtout gazière. Poutine, pour devenir tsar, doit redonner au complexe militaro-industriel qui contrôle le terrain de la Sainte Russie de nouvelles lettres de noblesse. Fort de son cash, il n'hésitera

pas à ramasser les actifs franco-allemands intéressants, en particulier dans l'aéronautique, le spatial et l'armement. Angela Merkel le sait et ne peut l'admettre. C'est pour cette raison qu'elle n'hésitera pas à briser le pacte avec la France si c'est nécessaire pour retrouver une capacité de manœuvre sur son front oriental, y compris en jouant le nationalisme allemand contre le spectre de la pieuvre russe. Elle connaît son adversaire politique mieux que quiconque. Mais Poutine pour avoir les pleins pouvoirs doit aussi resacraliser son pays, et il n'hésite pas à remettre l'église orthodoxe au centre de la vie du monde slave. Signal très clair qu'il donne à la vieille Europe depuis le mois d'octobre lorsqu'il envoie le patriarche Alexis II de Moscou, le chef de l'église orthodoxe russe, rencontrer tous les dirigeants français, allemands et ceux du Conseil de l'Europe. Dans cette perspective l'indépendance du Kosovo est une bombe à retardement que peu perçoivent. Que fera la vieille Europe chrétienne, sous commandement américain et sans stratégie sécuritaire, au milieu de cet imbroglio historique entre Slaves et Musulmans ?



2007, la Roumanie fête son entrée dans l'Union européenne.

Pendant ce temps la Chine...

Pendant ce temps à l'autre bout du monde, je devrais dire au centre du nouveau monde, la Chine et l'Inde continuent leurs fulgurantes progressions. Chaque jour la Chine rajoute un milliard de dollars à ses réserves de devises quand nous dépensons l'équivalent en grèves pour satisfaire des syndicats marginaux, ou en ristournes pour placer coûte que coûte à l'international des contrats soutenant la dimension régaliennne de notre commerce extérieur (aéronautique, nucléaire, armement...). Pourtant nombreux sont ceux qui nous demandent de clarifier nos comportements et notre projet européen. Le dernier en date est le président sénégalais Wade lors du sommet euro-africain lorsqu'il a dit à nos dirigeants de « *revoir leur copie* » « *de se mettre à l'heure avec l'histoire* », et de ne « *pas être étonnés si les Chinois nous remplaçaient* ». Mais bien au-delà, l'Europe a eu bien des prétextes pour sortir de sa torpeur politique et de sa nonchalance bureaucratique : les événements en ex-Yougoslavie, la reconstruction de l'Europe centrale, la lutte contre le terrorisme, les grands projets autour de la connaissance.... Chaque fois ce fut la même dérive : indifférence des peuples et autisme technocratique. Aujourd'hui il est indispensable d'aller au bout du raisonnement et de choisir entre

des logiques fractales que l'on voit poindre sur de nombreux territoires et des exigences stratégiques qui nécessitent de rebattre le jeu de carte rapidement. La France, qui va prendre la présidence de l'Union au second semestre 2008, devra mettre son empreinte au milieu d'un maelstrom de mouvements

**« Plus jamais la guerre ! ».
N'oublions pas que c'est sur
ce magnifique mais aussi angélique
rêve de pacification que s'est ancré
le rêve européen**

de fond économiques, monétaires et géostratégiques qui ne sont pas neutres, surtout pour les Allemands.

Mais comme l'écrit Cocteau : « *le tout dans l'audace c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin* ». Jean-Paul II dans son appel aux jeunes générations au moment de la chute du Mur de Berlin avec son célèbre « *n'ayez pas peur !* » avait ouvert une brèche dans ce sens. Benoît XVI avec sa dernière encyclique « *spe salvi* » récidive en donnant un nouveau souffle spirituel et de la hauteur de vue au message initial. Il reste désormais à inventer sur le plan politique un nouveau rêve qui soit à la hauteur de notre

destin collectif pour sortir du dédale institutionnel actuel. Mais, pour cela, ne faudrait-il pas relire ce que fut le mythe d'Europe, de son fils Minos et de Thésée? Pour le moment notre continent a enfanté, comme Pasiphaé la femme de Minos, un nouveau Minotaure, monstre mi-homme mi-taureau, qu'il faut nourrir régulièrement avec la valeur ajoutée de nos peuples comme si, inconsciemment, nous tenions à expier une énième «*faute*». Espérons qu'un nouveau Thésée puisse, grâce au fil magique d'une nouvelle Ariane, nous sortir du dédale et mettre fin à cette malédiction qui semble peser sur ce bout de continent pourtant «*béni des Dieux*». Il y a parfois dans la mythologie grecque des enseignements pleins d'espoirs et dans les encycliques des messages pleins d'espérance que nous devrions beaucoup plus méditer. Pour cela il faudrait sortir de cette fascination que nos

dirigeants ont pour tous ces petits «*apprentis sorciers*» qui ont réussi à ébranler nos économies avec cette nouvelle spéculation délirante et incontrôlée... qui mena à la crise des *subprimes* par exemple. Il faudrait surtout sortir de cette exubérance juridique et technocratique qui a réussi à tuer le projet de constitution européenne. Il se peut que les chocs géostratégiques, monétaires et identitaires de 2008 nous rendent finalement service en contribuant sérieusement à réveiller les consciences et en permettant à des initiatives audacieuses d'émerger. ●

Xavier Guilhou, CCE¹

1) À partir de «*Les jeux sont faits ! Faites vos jeux*» éditorial de Xavier Guilhou, président de XAG Conseil, auteur de «*Quand la France réagira...*» Eyrolles -février 2007-, visible sur www.xavierguilhou.com